



Programme de renforcement des capacités des IMF en Afrique francophone

Note de synthèse ►

Cartographie des systèmes d'information de gestion en Afrique francophone

SYNTHESE

.....

CARACTERISTIQUES DE L'ÉCHANTILLON D'IMF SONDEES

L'étude a porté sur **215 IMF opérant dans 14 pays** répartis comme suit :

- ▶ **Afrique centrale**, Cameroun Rwanda.
- ▶ **Afrique de l'Ouest**, Bénin, Burkina Faso , Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, RCI, Sénégal, Togo.
- ▶ **Afrique du Nord**, Maroc.
- ▶ **Caraïbes**, Haïti.
- ▶ **Océan indien**, Madagascar.

Dans chaque pays, l'échantillon choisi a pris en compte :

- ▶ **le type de structure** : grands réseaux, institutions moyennes et petites,
- ▶ **les méthodologies** d'intervention,
- ▶ **la zone d'intervention**,
- ▶ **le poids** de l'institution dans le secteur de la microfinance.

La moitié des IMF de l'échantillon dispose de points de service en zone urbaine et en zone rurale (IMF « mixtes »). Les IMF n'intervenant qu'en zone urbaine (38% de l'échantillon) sont plus nombreuses que les IMF n'intervenant qu'en zone rurale (13%).

INFORMATISATION DES IMF

Le taux d'informatisation pour l'ensemble des IMF de l'échantillon se situe à 76% pour les opérations comptables et à 64% pour les opérations transactionnelles (épargne, crédit, client).

Le taux d'automatisation est beaucoup plus faible en zone rurale où le pourcentage d'IMF opérant en manuel reste supérieur à 50%.

On remarque aussi au sein des IMF rurales, une automatisation plus marquée de la comptabilité avec une certaine préférence pour des solutions simples telles qu'Excel.

Ceci peut s'expliquer par :

- ▶ L'absence et/ou faiblesse (qualité) des infrastructures en énergie électrique principalement,
- ▶ Le niveau des ressources humaines,
- ▶ L'éloignement géographique par rapport aux centres urbains limitant ainsi les possibilités en matière de support et maintenance

L'automatisation au sein des IMF disposant de plusieurs points de services reste partielle. On constate que les premières implantations se font souvent au niveau du siège et de quelques agences. Ceci peut s'expliquer d'une part, par le manque de ressources financières et d'autre part, par des contraintes d'approvisionnement en énergie électrique pour certaines zones urbaines et rurales.

Pour les grands réseaux, le degré d'informatisation est fortement lié à la présence d'un partenaire d'appui technique et financier qui a, dans ce cas, apporté la solution technique ainsi que l'accompagnement financier et technique au démarrage des projets. Ces derniers sont pour la plupart dans une démarche de généralisation de leur automatisation.

Pour les réseaux de taille inférieure (moyenne de 4 agences ou points de services), la proximité du fournisseur et les coûts des solutions ont un impact direct sur le taux d'informatisation des points de service.

AUTOMATISATION SELON LES OPERATIONS

Sur l'ensemble de l'échantillon, on constate que la majeure partie des IMF traite leurs opérations clients, épargne et crédit de manière automatique (environ 64%) et choisissent plutôt une solution intégrée 26%. L'utilisation d'un tableur ou d'une base de données simple reste la seconde solution d'automatisation retenue (16%).

Les IMF ont davantage recours à des solutions propriétaires (15%) qu'à l'acquisition de solutions commerciales partielles (7%).

Quand l'automatisation reste partielle, les IMF automatisent de manière prioritaire leur comptabilité que ce soit avec Excel ou d'autres solutions : le taux d'informatisation de la comptabilité (76%) est supérieur à celui des opérations clientèles (64%).

Ceci reflète l'approche des IMF dans la hiérarchisation des priorités en matière de production d'informations. Celles-ci concentrent leurs efforts sur le traitement de leurs données pour l'élaboration de leurs états financiers, des divers reporting comptables et financiers requis par les autorités de tutelles et/ou leurs bailleurs de fonds, et font souvent passer le traitement des données de l'exploitation (épargne – crédit) au second plan. Ce faisant, elles se retrouvent dans l'obligation de consacrer une part non négligeable de leur temps à la réconciliation des écarts entre l'extra comptable et le comptable.

SOLUTIONS IDENTIFIEES

L'étude a révélé l'utilisation de **31 solutions commerciales et 17 solutions propriétaires**¹.

Les solutions commerciales sont installées dans 77 institutions soit 36% des IMF de l'échantillon, les solutions propriétaires se retrouvent dans 31 institutions (soit 14%) et Excel dans 33 IMF (soit 15%).

Les IMF implantées dans des pays disposant de fournisseurs locaux privilégient l'utilisation de ces solutions.

A qualités équivalentes, les solutions commerciales locales présentent, en effet, les avantages suivants :

- ▶ Pour l'IMF,
 - **Proximité** du support technique qui met l'IMF en confiance.
 - **Coûts** connexes d'implémentations, formations, adaptations beaucoup plus réduits.
- ▶ Pour le fournisseur,
 - **Meilleure connaissance de la demande** : méthodologies, aspects réglementaires, etc.
 - **Accès plus facile à certains marchés** : de nombreux contacts sont faits par « relations ».

CHIFFRES CLES

Echantillon	215 IMF – 14 pays
Informatisation des systèmes d'informatisation	> 2/3 des IMF informatisées 76% des IMF ont leurs opérations comptables automatisées 64% des IMF ont leurs opérations transactionnelles automatisées
Solutions	31 solutions commerciales implémentées dans 77 IMF 17 solutions propriétaires dans 31 IMF

¹ Application développée uniquement pour les besoins d'une IMF qui reste propriétaire de la solution.

TABLE DES MATIERES

1	Objectifs	2
2	Méthodologie	2
3	Présentation générale de l'échantillon	3
3.1	Représentativité des IMF sondées par pays	3
3.2	Méthodologie d'intervention	5
3.3	Zone d'intervention des IMF sondées.....	6
3.4	Volumes d'affaire et zones d'intervention	7
4	Analyse générale des SI.....	7
4.1	Degré d'automatisation par zone d'intervention	7
4.2	Degré d'automatisation par type d'implantation.....	8
4.2.1	Toute l'IMF	8
4.2.2	Siège et quelques agences	9
4.2.3	Siège.....	9
4.3	Degré d'automatisation par type d'opérations	9
4.3.1	Automatisation des opérations clients, épargne et crédit.....	10
4.3.2	Automatisation des opérations comptables.....	10
4.4	Degré d'automatisation par pays	11
4.5	Budget affecté au SI	12
4.5.1	Solutions propriétaires	13
4.5.2	Solutions commerciales.....	13
4.6	Mode de sélection des solutions.....	13
5	Information sur les solutions.....	14
5.1	Solutions commerciales transactionnelles.....	14
5.2	Solutions propriétaires	17
5.3	Solutions de comptabilité	18
	Conclusion	19
	Annexe 1- Remerciements et liste des consultants ayant participé à l'étude.....	20
	Annexe 2 - Liste des IMF ayant participé à l'étude.....	21

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Répartition des IMF par zone d'intervention	6
Figure 2 : Automatisation par zone d'intervention :	8
Figure 3 : Automatisation par zone d'intervention : Comptabilité.....	1
Figure 4 : Degré d'automatisation : Opérations client – épargne – crédit	10
Figure 5 : Degré d'automatisation : Opérations de comptabilité	10

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Grandes masses des IMF les plus représentatives – Zone UEMOA (en millions de CFA)	4
Tableau 2: Grandes masses des IMF les plus représentatives – Autres pays de l'étude	5
Tableau 3 : Répartition des IMF par pays et par type de méthodologie	6
Tableau 4 : Niveau général d'automatisation par pays.....	11
Tableau 5 : Niveau détaillé d'automatisation par pays	12
Tableau 6 : Part de marché (en nombre d'IMF) des solutions commerciales.....	15
Tableau 7 : Top 5 des solutions commerciales en fonction du nombre d'IMF utilisatrices	16
Tableau 8 : Répartition des solutions commerciales en fonction du pays du fournisseur	16
Tableau 9 : Liste des solutions propriétaires par pays	17
Tableau 10 : Liste des solutions commerciales de comptabilité	18

1 OBJECTIFS

Les efforts du CGAP² et de CAPAF pour le développement du marché des SIG pour IMF sont importants (Fonds pour les systèmes d'information, évaluations de logiciels, étude au niveau mondial sur l'utilisation des SIG informatisés, diffusion d'information, notamment). Ces efforts s'accompagnent de la délivrance des cours SIG par des équipes locales de formateurs, et ont aussi abouti à l'organisation de la première techno-foire sur les SIG pour IMF tenue à Ouagadougou en janvier 2004.

Cette étude vise à établir une **cartographie des SIG** (informatisés) utilisés par les IMF, permettant de mesurer le **degré de pénétration de ces systèmes au sein des IMF**, et simultanément de parvenir à un **recensement des solutions commercialisées** dans un certain nombre de pays d'Afrique francophone.

Cette cartographie entend proposer une information de marché pertinente sur un thème critique pour le développement des IMF à travers :

- ▶ d'une part, la situation des IMF face à l'informatisation donnant ainsi, un éclairage aux partenaires d'appui sur le degré de fiabilité et de pertinence des informations financières et aux fournisseurs des opportunités potentielles sur ce segment de marché,
- ▶ d'autre part, un recensement des prestataires identifiés par l'enquête menée auprès des IMF, permettant aux IMF de mieux cerner les caractéristiques et les fonctionnalités des logiciels identifiés ainsi que leurs références.

La présente note regroupe les éléments clés dégagés par cette étude. Y sont successivement abordés :

- ▶ **La méthodologie d'enquête**
- ▶ **L'échantillon des IMF sondées**
- ▶ **L'informatisation des IMF et les types de SIG utilisés**
- ▶ **Le budget SIG**
- ▶ **Le mode de sélection des SIG**
- ▶ **Les solutions identifiées, leurs caractéristiques et implantations³**

2 METHODOLOGIE

L'enquête auprès des IMF s'est appuyée sur un questionnaire organisé autour de trois axes principaux :

- ▶ **Identification de l'IMF** : nom, adresse, téléphone, courriel, personne contact, méthodologie d'intervention et zone d'intervention (urbaine, rurale ou mixte),
- ▶ **Données sur les volumes d'affaire au 31/12/2004 (grandes masses)** : nombre de comptes et volumes des dépôts, nombre et encours de crédits, nombre d'agences / points de services,
- ▶ **Informations sur le SI** : comment sont traitées les opérations relatives à l'épargne, les crédits et la comptabilité (manuel ou automatique). En cas d'automatisation, quels sont

² Le CGAP, Groupe consultatif d'assistance aux pauvres est un consortium de 31 agences de bailleurs de fonds publiques et privées visant à promouvoir des systèmes financiers inclusifs pour les pauvres. www.cgap.org

³ Les fiches produits de la plupart des solutions commerciales identifiées se trouvent sur le site de CAPAF : www.capaf.org/pages/Ressources_thematiques/Prestataires_SIG.html

les outils utilisés : tableur / bases de données simples, logiciel spécifique ? Quelle est la couverture de l'automatisation (totale ou partielle), quel est le mode d'opération (front office, back office ou mixte), quel est le niveau d'intégration des différents outils.

Le questionnaire a aussi permis de recueillir des informations sur les prestataires de ces solutions, sur l'expérience de l'IMF en matière d'automatisation, sur le coût de la licence et de son informatisation.

Selon les pays, le programme CAPAF s'est approché des Associations professionnelles d'IMF et d'organismes d'appui au secteur (en Haïti et au Mali), pour recenser les IMF susceptibles de faire partie de l'échantillon⁴. Elles ont été choisies sur base de leur portée et de leur taille sur leur marché national mais aussi de la possibilité qu'elles disposent d'un SI automatisé.

Au niveau de chaque pays, un consultant a été chargé de l'administration du questionnaire⁵.

CAPAF a fait appel un consultant spécialisé en SI pour coordonner le travail des différents consultants, valider les questionnaires remplis et procéder à la synthèse des informations recueillies.

Le présent rapport se fonde sur les données recueillies à travers les questionnaires sur la base d'informations fournies par les IMF elles-mêmes.

L'étude a porté sur 215 IMF opérant dans 14 pays d'intervention du programme : Bénin – Burkina Faso – Cameroun – Guinée – Haïti - Madagascar – Mali – Maroc - Mauritanie – Niger – RCI – Rwanda – Sénégal – Togo.

3 PRESENTATION GENERALE DE L'ECHANTILLON

L'échantillon des IMF constitué regroupe pour chaque pays les IMF les plus importantes à la fois en termes de volumes d'encours, d'opérations et de clients. L'échantillon a également tenu compte de la diversité des IMF tant du point de vue de la méthodologie que de la zone d'implantation géographique (urbaine/rurale).

3.1 REPRESENTATIVITE DES IMF SONDEES PAR PAYS

Dans les Etats de l'UEMOA, les IMF les plus représentatives ont été retenues dans l'échantillon en tenant compte de la concentration du secteur qui est une tendance transversale dans la zone.

Bénin⁶

Le marché de la microfinance est essentiellement concentré entre trois institutions : la FECECAM qui concentre à elle seule 69,0% de la clientèle, 72,7% des dépôts collectés et 28,1% des crédits accordés, le PAPME et le PADME qui concentrent respectivement 1,9% et 6,2% de clientèle, 9,5% et 6,4% de dépôts et 24,6% et 24,5% de prêts.

Burkina Faso⁷

La Fédération des Caisses Populaires du Burkina (FCPB) occupe une place prépondérante avec 50% de la clientèle, 84% des dépôts et 69% des crédits dans le secteur.

Côte d'Ivoire

La Fédération Nationale des COOPEC (FENACOOPEC) demeure le leader en Côte d'Ivoire et représente à elle seule 88,3% de la clientèle, concentre 91,2% des dépôts et distribue 75,3% des crédits dans le secteur.

⁴ La liste complète de l'échantillon des IMF se trouve en annexe 2.

⁵ La liste des consultants ayant participé à l'étude se trouve en annexe 1.

⁶ Note de synthèse BCEAO pour le Bénin et le Mali 2003

⁷ Note de synthèse BCEAO pour le Burkina, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal et Togo 2002

Mali

Au Mali, deux institutions, KAFO JIGINEW et NYESIGISO occupent une place et regroupent près de la moitié (47,6%) des bénéficiaires et collectent 59,5% des dépôts.

Niger

Deux institutions, TAÏMAKO et la MCPEC, occupent une place importante et regroupent, à elles seules, 31,1% de la clientèle, mobilisent 39,2% des dépôts et octroie 25,5% des crédits.

Sénégal

Trois institutions, le Crédit Mutuel du Sénégal (CMS), l'Alliance de Crédit et d'Épargne pour la Production (ACEP) et l'Union des Mutuelles du Partenariat pour la Mobilisation de l'Épargne et du Crédit au Sénégal (UM-PAMECAS) occupent une place prépondérante dans le secteur. Ces trois SFD regroupent à eux seuls, 64% de la clientèle, concentrent 75% des dépôts et des financements mis en place. Il faut noter qu'au Sénégal, il convient de relever la prépondérance des Groupements d'Épargne et de Crédit (GEC) qui, en dépit de leur nombre élevé, ne représentent que 2,3% des dépôts et 4,4% des crédits octroyés en 2002.

Togo

La FUCEC occupe une place prépondérante et elle représente à elle seule 58% de la clientèle, concentre 79% des dépôts et distribue 47% des crédits dans ce secteur.

Le tableau suivant donne les volumes issus de l'enquête pour les institutions les plus représentatives.

Tableau 1 : Grandes masses des IMF les plus représentatives – Zone UEMOA (en millions de CFA)

	IMF	Nombres de comptes de dépôt		Volume des dépôts		Nombre de crédits en cours		Encours de crédit	
Bénin	FECECAM PADME PAPME	558 120	89,05%	32 326	92,18%	129 308	74,70%	64 854	82,08%
Burkina	FCPB	381 204	65,67%	27 284	53,61%	54 602	57,20%	21 665	71,25%
Mali ⁸	NYESIGISO JEMINI KONDO	178 708	58,65%	10 498	63,63%	15 639	12,45%	8 628	55,21%
Niger	TAMAÏKO MCPEC	32 873	75,83%	824	58,77%	5 022	78,07%	1 095	45,01%
RCI	FENACOOPEC	520 000	90,51%	45 244	90,60%	14 094	60,08%	21 375	84,76%
Sénégal	ACEP PAMECAS CMS	381 463	62,52%	13 279	49,49%	91 498	59,69%	25 770	65,45%
Togo	FUCEC	173 323	65,47%	20 436	82,40%	24 949	46,78%	13 779	70,55%

Les taux sont calculés en fonction du total de l'échantillon du pays.

⁸ Les données de KAFO DJIGINEW ne sont pas intégrées à cette étude.

Tableau 2: Grandes masses des IMF les plus représentatives – Autres pays de l'étude

	IMF	Nombres de comptes de dépôt		Volume des dépôts		Nombre de crédits en cours		Encours de crédit	
Cameroun ⁹	CAMCULL MC2 / MUFFA COFINES	90 166	29,74%	57 483	74,68%	94 110	60,82%	28 808	74,13%
Guinée ¹⁰	CRG	14 635	31,61%	8 200	68,26%	83 850	81,58%	21 000	74,06%
Maroc	ALAMANA FZMC	-	-	-	-	421 799	79,32%	40 477	89,36%
Madagascar	URCECAM OTIV	ND	ND	5 877	89,85%	32 407	37,45%	5 618	41,68%
Mauritanie ¹¹	PRODEV PROCAPEC	31 174	90%	1 800	48,26%	7 456	69,63%	1 075	88,76%
Rwanda	INTAMBWE INKINGUI	51 666	60,03%	1 869	67,96%	3 166	76,58%	1 629	64,98%

Maroc¹²

Au 31 décembre 2004, le secteur faisait état d'un encours de 891 millions de MAD (53 460 millions de FCFA) et de 459 763 clients actifs.

Madagascar¹³

Pour les Institutions mutualistes, à fin Décembre 2004, le total de l'encours d'épargne s'élevait à 109 015 millions MGF (6 541 millions de FCFA) et à 126 910 millions MGF (7 615 millions de FCFA) pour le crédit.

3.2 METHODOLOGIE D'INTERVENTION

La majorité des institutions sondées sont des associations et/ou mutuelles d'épargne et de crédits.

Bien que les projets à volet crédit soient en nombre important dans certains pays (comme le Bénin), ils ne représentent qu'un faible pourcentage de la clientèle et des crédits octroyés et n'ont pas fait partie des IMF sondées.

⁹ Le nombre de comptes de dépôts de la CamCull n'est pas pris en compte car non communiqué

¹⁰ Pour le Cameroun, la Guinée, la Mauritanie et le Rwanda, les pourcentages ont été calculés à partir de l'échantillon car nous n'avons pas pu obtenir de données générales sur le secteur dans ces pays

¹¹ Prodev ne collecte pas l'épargne

¹² Source : www.fnam.ma

¹³ Source : www.madamicrofinance.mg

Tableau 3 : Répartition des IMF par pays et par type de méthodologie

	Banque villageoise	Projet à volet crédit	Association d'épargne crédit	Crédit Direct	Mutuelle / réseau de mutuelles	Autre (SA/ONG)	TOTAL
Bénin	1		6	4	4	2	17
Burkina		1	6	2	4		13
Cameroun	2		25		8		35
RCI			7	1	10		18
Guinée	1		1	2		1	5
Haiti		1		1		2	4
Madagascar					5	1	6
Mali	3			4	10	1	18
Maroc				9			9
Mauritanie		1			9		10
Niger				2	4		6
Rwanda			3			3	6
Sénégal	1	2	4	1	36		44
Togo		5	3	1	14	1	24
TOTAL	8	10	55	27	104	11	215

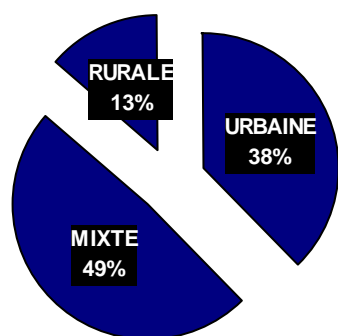
3.3 ZONE D'INTERVENTION DES IMF SONDEES

Lors de l'étude, les IMF ont été interrogées sur leur zone d'intervention et ont été réparties selon qu'elles s'identifient comme opérant uniquement en zone urbaine, rurale ou les deux (mixte).

Il est à remarquer que cette catégorisation a été faite par rapport à l'institution sans préciser la proportion d'agences / points de services évoluant en zone urbaine et en zone rurale.

Au niveau de l'échantillon étudié, la majeure partie des IMF intervient aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale (mixte). Mais, si l'on considère celles intervenant uniquement en zone urbaine, on constate que cette zone d'intervention est privilégiée : Les grands réseaux opérant en zone mixte ont la majeure partie de leurs agences en zone urbaine (80 pour 20 en zone rurale).

Figure 1 : Répartition des IMF par zone d'intervention



	Urbaine	Rurale	Mixte	Total
IMF	81	29	105	215
Points de service	259	308	2992	3559

3.4 VOLUMES D'AFFAIRE ET ZONES D'INTERVENTION

Nbr d'IMF	Nombre de compte de dépôt(s)	Volume des dépôts (FCFA)	Nombre de crédit en cours	Encours de crédit (FCFA)
Urbaine - 81	360 586	34 096 432 131	219 818	100 196 649 617
Rurale - 29	159 157	3 641 594 545	57 485	4 587 328 260
Mixte - 105	2 927 393	257 654 987 056	1 137 576	278 663 742 277
Total - 215	3 447 136	295 393 013 732	1 414 879	383 447 720 154

Le volume des dépôts, que ce soit, en nombre de comptes qu'en volume est relativement peu important en zone rurale.

4 ANALYSE GENERALE DES SI

Cette analyse porte sur les résultats globaux de l'étude : on considère à chaque fois l'ensemble des informations des institutions sondées sans spécification par pays.

4.1 DEGRE D'AUTOMATISATION PAR ZONE D'INTERVENTION

L'automatisation est plus faible en zone rurale où il existe des contraintes structurelles fortes.

En zone rurale on retrouve les caractéristiques générales suivantes :

- ▶ le pourcentage d'IMF opérant en manuel reste supérieur à 50%.
- ▶ la comptabilité est privilégiée dans l'automatisation, avec une préférence pour des solutions simples comme Excel.

Ceci est à rapprocher des constats suivants, valables pour les zones rurales et communs à la plupart des pays sondés :

- ▶ Absence et/ou défaillance des infrastructures en énergie électrique principalement,
- ▶ Niveau des ressources humaines,
- ▶ Eloignement géographique par rapport aux centres urbains limitant ainsi les possibilités en matière de support et maintenance,
- ▶ Rapport coûts / bénéfiques : même si les moyens financiers sont disponibles, les investissements ne sont pas toujours rentables et ne sont donc pas réalisés.

Le taux d'automatisation en zone mixte reste assez proche de celui constaté en zone urbaine. Ceci s'explique par le fait que très peu d'IMF opérant en zone mixte bénéficient d'une automatisation totale d'une part, et que souvent seul leur siège et quelques agences installées en zone urbaine, le sont, d'autre part.

Figure 3 - Automatisation par zone d'intervention - Transactionnel (Opérations clients, épargne, crédit)

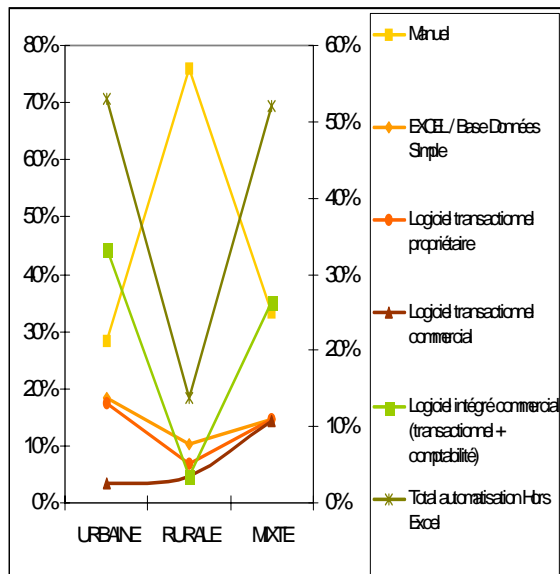
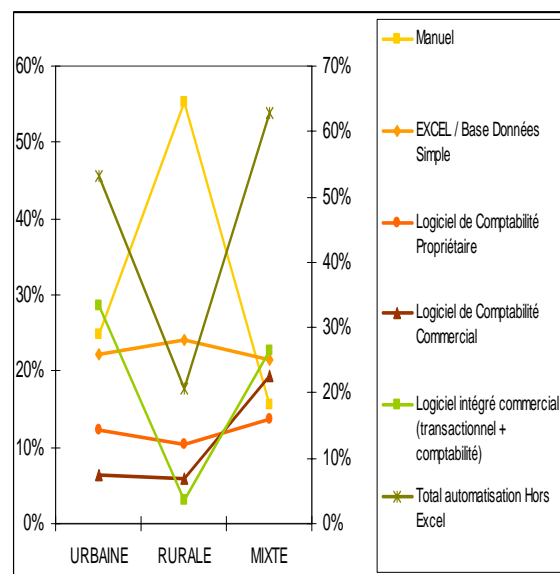


Figure 2 : Automatisation par zone d'intervention - Comptabilité



4.2 DEGRE D'AUTOMATISATION PAR TYPE D'IMPLANTATION

Le processus d'informatisation est appréhendé ici à travers le taux de couverture de l'automatisation au sein des IMF.

Cet aspect a été pris en compte dans les questionnaires pour les IMF possédant plus d'un démembrement (agence, caisse, point de service, etc.) et disposant d'une solution automatisée qui soit :

- ▶ Couvre toute l'IMF
- ▶ Couvre seulement le siège et quelques agences
- ▶ Est installée au siège seulement

Sur l'ensemble des institutions sondées avec plusieurs points de services, très peu sont complètement automatisées.

4.2.1 Toute l'IMF

L'informatisation globale des réseaux n'est pas chose fréquente et le sondage a révélé très peu d'IMF totalement automatisée (28).

Les réseaux encadrés par le CICM font de manière générale partie de cette catégorie. Ceci s'explique par le fait que le partenaire fournit la solution et apporte un appui technique et financier. Les réseaux CICM ressortent dans tout le sondage comme étant les seuls, de taille importante, dont les traitements sont complètement automatisés. Dans ce cas de figure, toutes les entités ne disposent pas forcément de l'outil complet mais leurs données sont traitées de manière électronique, en différé, par une autre entité : principe des Centres de traitements.

Au Cameroun, sur 35 IMF sondées 16 ont une couverture totale avec des solutions développées localement. On note aussi que la majeure partie de ces IMF évoluent en zone urbaine et ne constituent pas des réseaux de grande taille (en moyenne 4 points de services).

4.2.2 Siège et quelques agences

On retrouve dans cette catégorie **des grands réseaux qui sont, pour la plupart dans une démarche de généralisation de leur automatisation.**

L'enquête a identifié l'ensemble des **réseaux encadrés par DID** : le partenaire d'appui a, dans ce cas, apporté la solution technique ainsi que l'accompagnement, au démarrage des projets. On remarque que ces réseaux ont aussi bénéficié d'un important soutien financier.

Le degré d'automatisation au moment de l'enquête varie selon les pays mais il est prévu, à terme, dans ces réseaux, une informatisation globale.

Les deux plus grands réseaux au Cameroun sont aussi dans la même démarche : ils ont entamé leur processus d'informatisation il y a quelques années et poursuivre les déploiements.

Les facteurs déterminants dans la sélection des agences bénéficiant d'une automatisation autonome, repose sur :

- ▶ le volume de transactions,
- ▶ les infrastructures et
- ▶ ressources financières disponibles.

Pour les entités à faible volume, le traitement automatisé des informations est dévolu à un centre de traitement auquel peuvent être rattachées plusieurs entités.

4.2.3 Siège

Souvent, on constate pour les IMF de taille moyenne disposant de plusieurs points de services que les premières implantations se font au niveau du siège et de quelques agences.

Ceci peut s'expliquer d'une part, par le manque de ressources financières et d'autre part, par des contraintes d'approvisionnement en énergie électrique pour certaines zones urbaines et rurales.

On retrouve une grande partie de l'échantillon total dans cette catégorie : 55 IMF avec plusieurs points de services n'ont que leur siège automatisé.

Pour la plupart des ces institutions, seuls les traitements comptables sont informatisés soit avec Excel, soit avec un logiciel commercial.

4.3 DEGRE D'AUTOMATISATION PAR TYPE D'OPERATIONS

L'analyse porte ici sur le degré d'automatisation de toutes les IMF du sondage en fonction de l'outil utilisé quelque soit la zone d'intervention.

Les traitements sont séparés en deux grandes parties :

- ▶ Les opérations liées à la clientèle et aux opérations d'épargne et de crédit
- ▶ Les opérations d'enregistrement comptable

En dehors de l'utilisation de Excel, pour l'automatisation des opérations clients, épargne et crédit, on utilise dans le reste de l'étude le terme de **logiciel transactionnel** pour le traitement de ce type d'opérations.

4.3.1 Automatisation des opérations clients, épargne et crédit

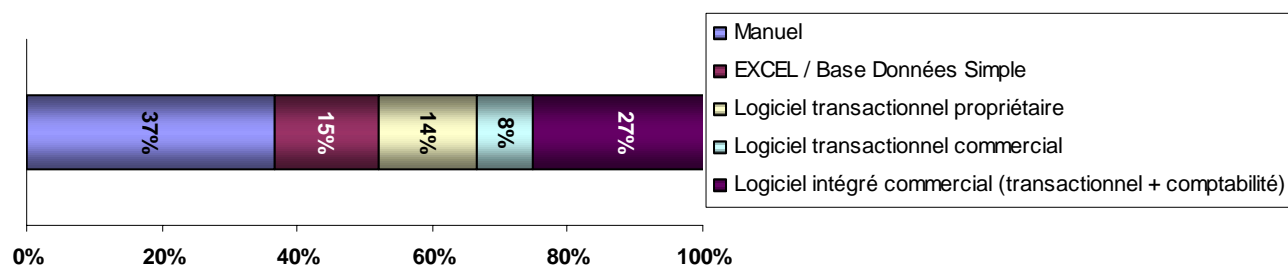
Sur l'ensemble de l'échantillon, on constate que la majeure partie des IMF traite leurs opérations clients, épargne et crédit de manière automatique (environ 64%).

Si elles doivent s'informatiser, les institutions choisissent plutôt une solution intégrée 27%.

L'utilisation d'un tableur ou d'une base de données simple (15%) reste la seconde solution retenue par les IMF.

On constate aussi que les IMF ont plus recours à des solutions propriétaires (14%) qu'à l'acquisition de solutions commerciales partielles (8%).

Figure 4 : Degré d'automatisation : Opérations client – épargne – crédit



4.3.2 Automatisation des opérations comptables

Quand l'automatisation reste partielle, on constate que les IMF ont tendance à automatiser de manière prioritaire leur comptabilité que ce soit avec Excel ou d'autres solutions : le taux d'informatisation des opérations comptables (76%) est supérieur à celui des opérations clientèles (64%).

Ceci reflète clairement l'approche pragmatique des IMF dans la hiérarchisation des priorités en matière de production d'informations. Elles concentrent leurs efforts sur le traitement de leurs données pour l'élaboration de leurs états financiers, des divers reporting comptables et financiers requis par les autorités de tutelles et/ou leurs bailleurs de fonds, et font souvent passer le traitement des données de l'exploitation (épargne – crédit) au second plan.

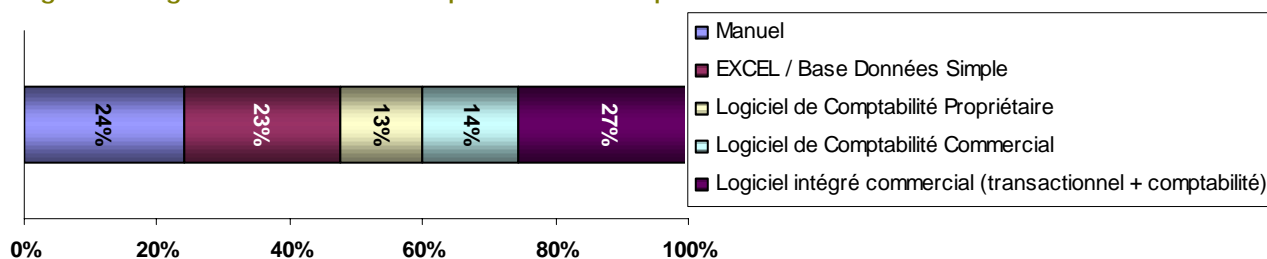
Mais, face aux nombreux écarts entre l'extra comptable et le comptable nécessitant beaucoup de temps pour les retrouver, on voit émerger, au niveau des IMF, un changement dans la stratégie d'automatisation vers les solutions commerciales intégrées.

L'utilisation d'Excel reste encore privilégiée.

Le pourcentage d'utilisation de solutions commerciales est le double de celui relevé pour les opérations clientèles.

L'essentiel des solutions utilisées ici appartient à la Gamme SAGE - SAARI ou CIEL Comptabilité.

Figure 5 : Degré d'automatisation : Opérations de comptabilité



4.4 DEGRE D'AUTOMATISATION PAR PAYS

Le tableau suivant donne la répartition en pourcentage d'IMF dans chaque pays par rapport au nombre total des IMF sondées par pays

Le pourcentage obtenu pour les différentes catégories doit être minoré (pour les rubriques se référant à l'automatisation) et majoré (pour la rubrique « manuel ») si l'on tient compte du fait que très peu d'institutions utilise l'outil informatique sur l'ensemble de ses agences.

Les données relatives à l'automatisation prennent en compte l'ensemble des possibilités allant de l'utilisation d'un tableur à celle de solutions plus sophistiquées.

Tableau 4 : Niveau général d'automatisation par pays

T : transactionnel C : comptabilité

	Manuel		Au moins une solution informatique		IMF sondées
	T	C	T	C	
Bénin	35%	24%	65%	76%	17
Burkina Faso	54%	31%	46%	69%	13
Cameroun	17%	17%	83%	83%	35
Côte d'Ivoire	33%	6%	67%	94%	18
Guinée	60%	40%	40%	60%	5
Haiti			100%	100%	4
Madagascar			100%	100%	3
Mali	33%	28%	67%	72%	18
Maroc			100%	100%	9
Mauritanie	20%		80%	100%	10
Niger	33%	17%	67%	83%	6
Rwanda	50%	33%	50%	67%	6
Sénégal	52%	36%	48%	64%	44
Togo	63%	46%	38%	54%	24

L'ensemble de l'échantillon Haitien, malgache et marocain ont tous leurs traitements automatisés.

En dehors du Cameroun où il est identique, le taux d'automatisation de la comptabilité reste en moyenne de 15 et 20 points supérieurs à celui des opérations client – épargne – crédit.

La figure suivante donne le détail au niveau de chaque pays, des outils utilisés en cas d'automatisation

Données considérées par pays : on prend en compte ici au dénominateur le total des IMF sondées dans le pays

Tableau 5 : Niveau détaillé d'automatisation par pays

	Manuel		Excel / BD simple		Logiciel propriétaire		Logiciel commercial		Logiciel intégré (transactionnel + comptabilité)	Nombre d'IMF
	T	C	T	C	T	C	T	C		
Bénin	35%	24%	18%	6%	41%	29%		35%	6%	17
Bénin	54%	31%	8%	23%	8%	8%	15%	23%	15%	13
Cameroun	17%	17%	6%	3%	11%	14%			66%	35
Côte d'Ivoire	33%	6%	17%	39%	6%	6%	6%	11%	39%	18
Guinée	60%	40%	20%	20%	20%	20%		20%		5
Haiti							25%	25%	75%	4
Madagascar			33%			33%			67%	3
Mali	33%	28%	17%	22%	22%	22%			28%	18
Maroc			11%		11%	11%	67%	78%	11%	9
Mauritanie	20%		70%	80%	10%			20%		10
Niger	33%	17%	17%	17%	33%	17%		33%	17%	6
Rwanda	50%	33%		33%			33%	17%	17%	6
Sénégal	52%	36%	18%	34%	14%	11%	5%	7%	11%	44
Togo	63%	46%	8%	17%	13%	8%		13%	17%	24

Le Burkina Faso, la Guinée, le Rwanda, le Sénégal et le Togo présentent les taux de fonctionnement en manuel les plus importants : supérieurs à 50% pour les opérations client – épargne et à 30% pour la comptabilité.

La Mauritanie, quant à elle, présente le plus grand pourcentage d'utilisation d'Excel (70% pour les opérations client – épargne et à 80% pour la comptabilité).

Le Bénin opte de façon plus prononcée pour les solutions propriétaires (70% pour les opérations client – épargne et à 80% pour la comptabilité). Mais les principales IMF utilisatrices de ces solutions sont en cours de recherche ou de migration vers des solutions commerciales.

L'ensemble de l'échantillon haïtien est automatisé et utilise la même solution. Bien que le fournisseur soit assez éloigné, il existe sur place un consultant ayant une bonne maîtrise de celle-ci qui assure les services d'installation, de formation et de suivi. On retrouve le même schéma au Maroc où une solution a été choisie par un opérateur et a été adoptée par plusieurs IMF du fait de la présence sur place d'un consultant assurant le relais du fournisseur qui se trouve au Guatemala.

Le Cameroun, la Côte d'Ivoire, Haïti et Madagascar ont un fort taux d'utilisation de solutions intégrées avec respectivement 66%, 75% et 67%.

L'utilisation de solutions simples (Excel – Base de données) reste importante pour l'ensemble des traitements dans les pays suivants : Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Sénégal.

4.5 BUDGET AFFECTE AU SI

Concernant les coûts, les rubriques suivantes ont été abordées dans le questionnaire :

- ▶ Achat du logiciel (pour les solutions commerciales)
- ▶ Coût des licences d'utilisation
- ▶ Coût annuel de maintenance
- ▶ Investissement total implantation (installation, formation, accompagnement)
- ▶ Nombre de personnes dévolues au fonctionnement du SIG (évolutions, maintenance, contacts avec fournisseur etc.)
- ▶ Estimation du coût annuel de ces personnes

Très peu d'institutions ont donné le montant total investi dans la mise en œuvre de leur solution et ont renseigné la rubrique relative à la maintenance.

Si l'on exclut les IMF utilisant une solution propriétaire et maintenue par une équipe interne, l'aspect lié à la maintenance est souvent négligé par les institutions dans l'estimation des coûts.

4.5.1 Solutions propriétaires

Le coût moyen d'acquisition de telles solutions se situe **entre 4 et 6 millions de FCFA**.

Le suivi du logiciel (maintenance – optimisation) de ces solutions est assuré par une équipe (entre 5 et 12 personnes) ou une personne en interne avec des montants annuels variant de 1,7 millions de FCFA et 57 millions.

L'investissement total fait lors de l'implantation de ces solutions se situe entre 5 et 30 millions de FCFA.

4.5.2 Solutions commerciales

On note un grand écart au niveau des montants relatifs à l'investissement total fait lors de l'implantation entre les solutions commerciales locales et internationales.

Pour les premières, les coûts se tournent entre 1 million et 1,7 millions de FCFA alors que pour les secondes, ils sont supérieurs à 10 millions de FCFA. On retrouve un facteur multiplicateur de 10 dont une partie peut être imputée aux coûts liés aux déplacements et aux honoraires (souvent plus élevés) des ressources venant de l'extérieur.

Concernant les licences d'utilisation, les prix se situent entre 360 et 1100 US \$¹⁴ et les frais de maintenance annuels s'élève en général à 30% du coût de la licence.

4.6 MODE DE SELECTION DES SOLUTIONS

Le sondage révèle différentes voies utilisées par les institutions pour la sélection d'une solution propriétaire ou commerciale, parmi lesquelles :

- ▶ Par appel d'offre,
- ▶ Par le partenaire d'appui,
- ▶ Par prospection,
- ▶ Par relations.

Les partenaires d'appui jouent un rôle important dans le choix des solutions installées dans les grands réseaux.

Ces opérateurs, quand ils ne disposent pas d'une solution comme le CICM, ont privilégié l'harmonisation du système d'information au sein des IMF partenaires en procédant eux mêmes à la sélection de la solution.

C'est le cas de DID avec la solution SAF2000. On retrouve cette approche au Maroc, où la solution, SIEM, a été retenue pour un ensemble d'institutions par le projet DAI financé par l'USAID

Cette approche présente les avantages suivants en terme d'économies d'échelles :

- ▶ Possibilité de négocier à la baisse le prix des licences en jouant sur la quantité,
- ▶ Négociation du coût de la maintenance,
- ▶ Les évolutions réalisées sur le produit initial sont profitables à l'ensemble des IMF partenaires. On peut citer le cas de DID qui a développé une application de suivi des indicateurs SIGDID et qui travaillé sur l'interfaçage de PC Pocket avec la solution SAF2000.

¹⁴ 1 US\$ = 530 FCFA

- ▶ A terme, les IMF peuvent mutualiser leurs efforts et réduire ainsi leurs coûts de fonctionnement. Les formations, les installations et d'autres prestations de services peuvent être prises en charge par un pool de techniciens appartenant à ces différentes IMF. Des informaticiens d'un réseau peuvent appuyer leurs pairs lors d'implantations.

Pour la réalisation de solutions propriétaires, les institutions passent en général par une consultation auprès de différentes sociétés : on constate qu'au Bénin, la sélection des sociétés chargées de la conception de ce type de solutions s'est faite par appel d'offre.

Pour la majeure partie des moyennes et petites institutions, le choix de la solution est guidé par relation soit professionnelle soit familiale et très peu d'entre elles ont eu recours à la prospection ou à la publicité.

Le fait que l'automatisation soit un domaine très technique et difficilement appréhendable par une IMF ne disposant pas d'un appui dans ce domaine (soit en interne, soit en externe) explique que la voie privilégiée reste basée sur le relationnel et ce pour une question de confiance. Il faut noter aussi, que bon nombre d'institutions ont vécu une mauvaise expérience en s'essayant à l'informatisation avec des fournisseurs qui n'ont pas su aller au-delà de la simple vente de l'outil et proposer des services d'accompagnement.

Cependant, de par la vulgarisation des publications sur les SIG, le renforcement des capacités sur ce thème, les IMF sont maintenant plus armées en terme de connaissances sur le processus et les modes de sélection vont sûrement évoluer, vers davantage de prospection et de sélection par appels d'offre.

5 INFORMATION SUR LES SOLUTIONS

L'étude a révélé l'utilisation de 31 solutions commerciales transactionnelles clients, 17 solutions propriétaires et 6 applications commerciales de gestion de la comptabilité.

Sur un échantillon total de 215 IMF, les solutions commerciales sont installées dans 77 institutions, les solutions propriétaires se retrouvent dans 19 institutions et les logiciels de comptabilité dans 30 IMF.

5.1 SOLUTIONS COMMERCIALES TRANSACTIONNELLES

Les pays disposant de fournisseurs locaux privilégient l'utilisation de ces solutions¹⁵

Le Cameroun reste le pays qui compte le plus d'institutions utilisant une solution commerciale développée par des fournisseurs locaux :

- ▶ 25 IMF pour 10 solutions locales
- ▶ 3 IMF pour 1 solution internationale (SIBANQUE)

La même remarque peut-être faite pour la Côte d'Ivoire et le Togo.

A qualités équivalentes, les solutions commerciales locales présentent, en effet, les avantages suivants :

Pour l'IMF

- ▶ Proximité du support technique qui met l'IMF en confiance ;
- ▶ Diminution des coûts connexes liés aux différentes de l'implémentation : installation, paramétrage, reprise des données, formations, accompagnement aux changements, etc.

¹⁵ cf. supra tableau 4

Pour le fournisseur

- ▶ Meilleure connaissance de la demande : en terme de méthodologies d'intervention, aspects réglementaires, etc.
- ▶ Accès plus facile à certains marchés : de nombreux contacts sont faits par des « relations ».

Tableau 6 : Part de marché (en nombre d'IMF) des solutions commerciales

Solutions	Bénin	Burkina Faso	Cameroun	Côte d'Ivoire	Haiti	Madagascar	Mali	Maroc	Mauritanie	Niger	Rwanda	Sénégal	Togo	Total
ADBANKING		2								1	2	2		7
ATHENA	1													1
MINICA+	1													1
AFRICA COOPER			2											2
ALPHA			1											1
ALTMICROFI			2											2
CGICOM BANK			1											1
ELOGE BANK			1											1
FLEXA SOTFWARE			1											1
NETSOFT BANQUE			13											13
PERFECTO BANK			1											1
TETRA BANKING			1											1
TULIPE			2											2
SAF2000		1				1	1		1	1		1	1	7
DATAFINANCE				1										1
GEMIFIN				2										2
GESFIN				1										1
SIESICA				2										2
BANK MICRO				1										1
SIBANQUE			3									1		4
SIEM								6						6
MICROBANKER							1							1
ORCHID						1								1
AISHA												1		1
FINANCI@												1		1
GESMUT												1		1
COOPERMANAGER													1	1
EPARDIT													1	1
MICROFINA													1	1
PERFECT	2	1											3	6
LOAN PERFORMER					4							1		5
TOTAL	4	4	28	7	4	2	2	6	1	2	2	8	7	78

Tableau 7 : Top 5 des solutions commerciales en fonction du nombre d'IMF utilisatrices

Rang	Solutions	Nombre d'IMF	Pays utilisant la solution
1	NETSOFT BANQUE	13	Cameroun
2	ADBANKING	7	Burkina – Niger – Rwanda - Sénégal
2	SAF2000	7	Burkina – Madagascar – Mali – Mauritanie – Niger – Sénégal - Togo
3	PERFECT	6	Burkina – Bénin - Togo
3	SIEM	6	Maroc
4	LOAN PERFORMER	5	Haiti - Sénégal
5	SIBANQUE	4	Cameroun - Sénégal

Les fournisseurs locaux restent minoritaires (2 sur 7). Bien que la solution camerounaise NETSOFT arrive en tête, son utilisation reste cependant circonscrite au pays d'origine du fournisseur et à des IMF de taille moyenne.

Cependant, on notera que PERFECT, développée par un fournisseur togolais, a réussi à franchir ses frontières d'origine et se retrouve dans trois pays où il a mis en place une équipe de support technique.

Les zones d'implantation des logiciels ADBANKING et SAF2000 sont assez diversifiées et ceci peut s'expliquer par le fait que pour le premier, le fournisseur dispose de plusieurs bureaux délocalisés en Afrique. En ce qui concerne SAF2000, il s'agit de la solution retenue par DID, ce qui explique son utilisation dans tous ses réseaux partenaires.

Les solutions SIEM et LOAN PERFORMER sont exclusivement installée au Maroc pour la première et très répandue en Haïti pour la seconde, bien que leurs prescripteurs se trouvent assez loin des pays utilisateurs. On remarquera que dans ce cas et pour les deux pays, des consultants locaux ont pris le relais du fournisseur pour tous les services d'accompagnement de l'IMF : installation, reprise des données, formation, etc.

La proximité en terme de support reste donc très importante.

Tableau 8 : Répartition des solutions commerciales en fonction du pays du fournisseur

Les fiches produits de la plupart des solutions commerciales identifiées se trouvent sur le site de CAPAF : www.capaf.org/pages/Ressources_thematiques/Prestataires_SIG.html

Belgique	Adbanking									
Bénin	Athéna	Minica+								
Bolivie ¹⁶	FinMas									
Cameroun	Africa Cooper	Alpha	Altmicrofi	Cgicom Bank	Eloge Bank	Flextra	Netsoft	Perfecto Bank	Tétra Banking	Tulipe
Costa Rica	SAF2000									
Côte d'Ivoire	DataFinance	Gemifin	Gesfin	Siesica						
France	Bank Micro	Sibanque								
Guatemala	SIEM									
Italie	Microbanker									
Madagascar	Orchid									
Sénégal	Aisha	Financi@	Gesmut							
Togo	CooperManager	Epardit	Microfina	Perfect						
Uganda	Loan Performer									

¹⁶ Cette solution a été sélectionnée par une IMF au Bénin en remplacement d'une solution propriétaire

5.2 SOLUTIONS PROPRIETAIRES

L'étude a révélé 17 solutions dont les développements ont été réalisés pour les besoins précis d'une institution.

Tableau 9 : Liste des solutions propriétaires par pays

Solutions	Bénin	Burkina	Cameroun	Côte Ivoire	Guinée	Mali	Maroc	Niger	Sénégal
ACEP									X
BABELSAF							X		
CREP MICRO				X					
CVECA G						X			
FAARF		X							
GEC						X			
GESBANK			X						
LOAN & CBU	X								
LOGEC								X	
MECSOFT									X
MICROFIN PRO	X								
SAFOD									X
SIGFINADEV	X								
SIGIMF									
SIGPAPME	X								
SIGPRIDE					X				
SOFTBANK	X								

Ce type de solution est développé par un individu et/ou une société pour des besoins spécifiques d'une institution qui reste propriétaire du code source. L'objectif initial de l'IMF est de faire ensuite évoluer le logiciel par des ressources internes.

On retrouve un nombre important de solutions propriétaires au Bénin mais la majeure partie des institutions de grandes tailles qui évoluent jusqu'à présent avec des solutions spécifiques sont actuellement dans une démarche de changement de leur système avec une préférence pour une solution commerciale. Les principales raisons que l'on peut invoquer sont les limites de ces applications en termes de performances, sécurité, fiabilité.

Ce choix processus de changement est aussi en cours dans d'autres institutions (AL AMANA).

Le choix de ce type de solutions est guidé en premier lieu par les coûts et ensuite par la sécurité « d'avoir une maîtrise complète de l'évolution de l'outil ».

En terme de coûts, nombreuses sont les IMF qui sous-estimaient les frais liés à des développements informatiques aussi bien en terme de ressources humaines qu'en terme de délais. Elles avaient, en face d'elles, des techniciens qui, pour certains, méconnaissant les besoins en terme de « métier » et malheureusement pour d'autres, abusant du manque de connaissance des IMF dans le domaine technique, proposaient des tarifs très bas.

Pour l'institution, les solutions propriétaires ne soutiennent pas la comparaison de ces coûts avec ceux des solutions commerciales (aussi bien en termes de licence que de services d'installations).

De plus, jusqu'à il y a encore 3 ou 4 ans, il n'y avait pratiquement pas de solutions commerciales en utilisation dans ces pays pouvant ainsi servir de référence à d'autres institutions. Cet état de fait, ajouté à l'éloignement géographique des fournisseurs, ne favorisait pas la mise en confiance des IMF dans le choix de solutions commerciales.

Malheureusement, de nombreuses institutions ayant opté pour ce type de solutions ont déchanté pour les raisons suivantes : solution inadaptée à leurs besoins, instables (beaucoup d'anomalies de

fonctionnement), peu sûres (bases de données facilement accessibles, faiblesse au niveau de la sécurité d'accès, etc.), disparition du concepteur. Certaines ont même dû abandonner leur projet après avoir fait des investissements financiers assez conséquents.

Il faut aussi noter, que, dans ce genre de développements, les possibilités d'évolutions ne sont pas toujours prises en compte lors de la conception (le programme reflète la situation du moment). De plus, l'institution dispose de très peu de documentation lui permettant de faire évoluer la solution en interne.

Il est à souligner que dans le cas de développements propriétaires, il existe un risque non négligeable sur la maîtrise des coûts et des délais par l'IMF et sur le concepteur si celui-ci n'est pas une société (risque plus grand de disparition).

5.3 SOLUTIONS DE COMPTABILITE

Sans conteste, les applications de la gamme SAGE pour le traitement de la comptabilité restent le choix préféré des IMF désirant automatiser leurs traitements comptables. Il faut noter que cet éditeur est très connu et ses solutions utilisées par les PME.

Les IMF privilégiant l'automatisation de leur comptabilité se sont souvent adressées à des sociétés spécialisées dans le domaine et se sont vues conseiller ce package.

Tableau 10 : Liste des solutions commerciales de comptabilité

Rang	Solutions	Nombre d'IMF	Pays utilisant la solution
1	SAGE Comptabilité	22	Bénin - Burkina Côte d'Ivoire - Guinée - Maroc - Madagascar - Mauritanie - Niger - Rwanda - Sénégal - Togo
2	CIEL Comptabilité	4	Burkina - Maroc - Niger
3	EBP Compta	1	Bénin
3	PEACH TREE	1	Haiti
3	PERFECTO	1	Bénin
3	QUICK BOOK	1	Bénin

CONCLUSION



L'automatisation des SIG dans les pays du sondage présente une forte disparité au niveau de petites et moyennes IMF, mais aussi de grandes similitudes pour les grands réseaux.

Au sein des petites et moyennes IMF, le taux d'automatisation reste encore faible surtout pour les opérations clients – épargne et crédit. De plus, ces institutions ont plus recours à des solutions propriétaires du fait de leur budget et aussi de la méconnaissance des possibilités existantes sur le marché.

Les institutions de grandes tailles, bénéficiant d'un appui d'un opérateur technique et/ou financier, privilégient les solutions commerciales intégrées. Elles sont aussi, toutes, dans une démarche d'informatisation totale de leurs traitements que ce soit en temps réels ou en différé.

Comme le font les grands réseaux, les IMF de tailles moyennes et petites gagneraient à mutualiser leurs efforts en terme de SIG en choisissant, autant que faire se peut, une solution commerciale identique pour un groupe d'institutions.

Il est intéressant de faire ressortir auprès des institutions que chacune d'elle peut voir ses opérations automatisées même si cette automatisation ne s'effectue pas en temps réel. En effet, en dehors du fait que l'IMF peut retenir un schéma de traitement de ces informations en différé, il existe aussi une place pour des nouvelles technologies plus légères comme les PC Pockets.

Dans le cas d'automatisation partielle, les IMF doivent souvent procéder à une révision de leurs procédures pour s'assurer que les informations obtenues manuellement puissent être facilement intégrée à terme, au système informatisé.

ANNEXE 1- REMERCIEMENTS ET LISTE DES CONSULTANTS AYANT PARTICIPE A L'ETUDE

CAPAF tient à remercier l'ensemble des consultants qui ont participé à cette étude et tout particulièrement **madame Agnès Fall qui en a assuré la coordination.**

CONSULTANTS AYANT ADMINISTRE LE QUESTIONNAIRE

Ibouraïm TADE – Care - Bénin

Alain ZONGO – ONG Aquadev – Burkina Faso

Roland MBELLA – Consultant – Cameroun

Alex LEKADOU et Cyrille TANOË - AISFD – Côte d'Ivoire

Pierre OSE – DAI – Haïti

Alpha Oumar BAH – Consultant – Guinée

Aïchatou ASSANE – Consultante – Niger

Bakoly RAFANOHARANA – APIMF – Madagascar

Amidou SANOGO – GTZ – Mali

Abdallah AKKHIAT – AL Amana - Maroc

Nabil Boujandar – Société OMNIDATA - Maroc

Habibata KOITA – Consultante - Mauritanie

Espe MUPENZI – Rwanda

Pathé AW – Remix - Sénégal

Mar Seck – Consultant – Sénégal

Cabinet IRCAM - Sénégal

Kossi Richard AMOUSSOU – Consultant - Togo

ANNEXE 2 - LISTE DES IMF AYANT PARTICIPE A L'ETUDE

BÉNIN (17)

ACFB	Association des Caisses de Financement à la Base
ADIL	Association pour le Développement des Initiatives Locales
ASSEF	Association d'Entraide des Femmes
C2000	Convergence 2000
CBDIBA	Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base
CBEC	Caisse Béninoise d'Epargne et de Crédit
CFAB	Centre pour la Formation et l'Appui au Développement à la base
CODES	Caisse du Cercle des Opérateurs pour le Développement Economique et Social
FECECAM	Fédération des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel
FINADEV	Financial Development SA
ID / PCE	Initiative Développement/ Programme de Crédit Epargne
MARITIME MICROFINANCE	MARITIME MICROFINANCE
MDB	Mutuelle pour le Développement à la Base
PADME	Association pour la Promotion et l'Appui au Développement de Micro Entreprises
PAPME	Agence pour la Promotion et l'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises
VF	Vital Finance

BURKINA (13)

CBM	Caisse BAÏTOUL MAAL
CPB	Caisse des Producteurs du Burkina
CRS BF	Catholic Relief Services du Burkina
CVECA SISSILI	Réseau des Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérées de SISSILI
FAARF	Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes
FCPB	Fédération des Caisses Populaires du Burkina
MUFEDE	Mutualité - Femmes et Développement du Burkina
PRODIA	Promotion du Développement Industriel Artisanal et Agricole
UCEC Z	Union des Coopératives d'Epargne et de Crédit du Zoundwéogo
UCVEC SAHEL	Union des Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit du SAHEL
UCVEC SAPONE	Union des Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit de SAPONE
URCBAM	Union Régionale des Coopératives d'Epargne et de Crédit du Bam
URCPSO	Union Régionale des Caisses Populaires du Sud-Ouest

CAMEROUN (36)

COMECI	Coopérative Mutuelle d'Epargne et de Crédit d'Investissement
SOCECA	Société Coopérative d'Epargne et de Crédit Assuré
CECIC	Coopérative d'Epargne et de Crédit pour l'Investissement au Cameroun
FCIC	Fonds Commun d'Investissement du Cameroun
SOFINA	Société Financière Africaine
CECICAM-EU	Coopérative d'Epargne Crédit d'Investissement du Cameroun (Epargne Utile)
CAMAC	Caisse Mutuelle d'Assistance et de Croissance
CEC-CAMEROUN	La Société Coopérative d'Epargne et de Crédit du Cameroun
CNCr	Compagnie Nationale de Crédit
GECEVIC	Générale de Coopérative pour l'Epargne et l'Investissement au Cameroun
MUFFA CAMEROUN	Mutuelle Financière Femmes Africaines
COFIDECAM	Coopérative Financière des Débrouillards du Cameroun
CPI	Caisse Populaire d'Investissement
COFINEST	Compagnie Financière de l'Estuaire
SOCAPEC	Coopérative d'Assistance, de Prévoyance, d'Epargne et de Crédit du Cameroun
COOPEMIF	Société Coopérative d'Epargne et de Crédit de Microfinancement au Cameroun
CPC DOUANE	Caisse Populaire Coopérative de la Douane
CECAW	Caisse d'Epargne et de Crédit des Artisans du Wouri
CMEC	Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit
PCRD	Projet des Caisses Rurales Décentralisées
FODIS	Fonds Commun d'Investissement du Sud
CMDYDE4	Crédit de Développement Mutuel de l'Arrondissement de Yaoundé IV
MDIC	Mutuelle de Développement et d'Investissement du Cameroun
FICAC	Financière Coopérative d'Assistance et de Crédit
LA REGIONALE	LA REGIONALE d'Epargne et de Crédit
CAPPROM	Caisse Populaire des Promoteurs Eleveurs, Agriculteurs Artisans Pilotes du Cameroun
CEC PROM	Coopérative d'Epargne et de Crédit des Promotrices
CCPC	Crédit Coopératif Populaire Cameroun
CREDIT MUTUEL	Crédit Mutuel
MIGEC CAM	Mutuelle d'Initiation à la Gestion de l'Epargne et du Crédit du Cameroun
CAFEC	Caisse de Financement et d'Epargne au Cameroun
CAPCOL	Caisse d'Epargne et de Crédit du Littoral

FINEC	La Financière d'Epargne et Crédit S,A
LEGRENIER	LEGRENIER
SOCADJAL	Société Coopérative des Agriculteurs du Dja et Lobo
COTE D'IVOIRE (18)	
CDS	Caisse De Sion
CFCC	Coopérative Financière de la Communauté Chrétienne
CNEC SEQUOIA	
Fondec iips	
GES-CI	Groupe d'Epargne et de Soutien en Côte d'Ivoire
CREP JEMFINANCE	
CMEC EL	Caisse Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Eleveurs
ECLOF CI	Ecumenical Church Loan Foundation en Côte d'Ivoire
MUGECI	
CODECBO	Coopérative de Développement d'Epargne et de Crédit de BONGOUANOU
FENACOOPEC CI	Fédération Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire
LA FINANCIERE D'EPARGNE ET DE CREDIT	
MUTAS RCEMAF	Mutuelle d'Action Sociale
Réseau CMEC-CI	Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire
EPACI	Epargne et Crédit Ivoirien
CAM	Caisse Agricole de la Marahoué
MUCREFBO	Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Femmes de la Région de Bouaflé
MUCREFAB	Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Femmes d'Aboisso, Bonoua, Bassam
HAITI (4)	
ACME	Association pour la Coopération avec la Micro Entreprise
GRAIFSI	Groupe d'Appui pour l'Intégration de la Femme su Secteur Informel
ID HAITI	Initiative Développement, Programme de crédit urbain Port au Prince
FONDESPOIR	FONDESPOIR
GUINEE (5)	
3 A Entreprises	Agence Autonome d'Assistance intégrée aux Entreprises
C³ Vita Guinée	Caisses Communautaires de Croissance
CPECG	Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit- YETE MALI
CRG	Crédit Rural de Guinée
PRIDE/Finance	PRIDE/Finance
NIGER (6)	
MECREF	Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Femmes
TAANADI	Coopérative de Services TAANADI
MCPEC	Mouvement des Caisses Populaires d'Epargne et Crédit
SICR / KOKARI	Service d'Intermédiation en Crédit Rural Kokari
CPEC Taimako	Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit Taimako
MECD	Mutuelle d'Epargne et de Crédit "Assusun Dendi"
MADAGASCAR (6)	
ADEFI	Action pour le Développement et le Financement de microentreprises
AECA	Association des Caisses d'Epargne et de Crédit Autogérées
OTIV	Ombona Tahiry IfampisamboranaVola
TIAVO	Tahiry Ifamonjena Amin'ny VOla
URCECAM	Union Régionale des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuelles
VOLAMAHASOA	VOLAMAHASOA
MALI (18)	
Miselini	La Caisse des Femmes
NM	Nyeta Musour
PIYELI (ex : PIEC)	Programme Institutionnel d'Epargne et de Crédit
Jigiyasoba	Union Caisse d'Epargne et de Crédit JIGIYASO BA
CECRA	Caisses Rurales d'Epargne et de Crédit Autogérées
NIAKO	Caisse d'Epargne et de Crédit GUAMINA ONG
CAECE	Réseau des caisses associatives d'épargne et de crédit
Nyèsigiso	Réseau des Caisses d'Epargne et de Crédit du Mali NYESIGISO
Kondo Jigima	Union Kondo Jigima Caisses Associatives d'Epargne et de Crédit
Jemeni	Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit JEMENI
CANEF	Centre d'Appui Nutritionnel et Economique aux Femmes
CVECA	
GAPRO CEC / SD	Groupe d'Appui à la promotion de Caisses d'épargne et de crédit dans les cercles des San et Djenné

ONG Le Tonus
CMEC / PDR - SAN
FCMRMD
PASECA/CAMIDE
Karabara

ONG Nationale LE TONUS Caisse BENKADI DE N'GORONGODJI

Fédération des Caisses Rurales Mutualistes du Delta
Programme à la Mise en place d'un Système d'Épargne et de Crédit Autogéré
Réseau des Caisses d'Épargne et de Crédit Karabara

MAROC (9)

FZMC
AMSSF/MC
ISMAILIA
AMOS
INMAA
ATIL
AL KARAMA
FONDEP
AL AMANA

Fondation Zakoura Micro Crédit
Association Marocaine Solidarite Sans Frontieres / Micro Credit
Association Ismailia pour le Micro Crédit
Association de Microfinance Oued Srou
Institution Marocaine d'Appui à la micro-entreprise
Association Tétouanaise des initiatives sociaux professionnelles pour le micro crédit
Association Al Karama de Micro Crédit
Fondation Pour le Développement local et le Partenariat
Association Al Amana pour la promotion des microentreprises

MAURITANIE (10)

AMIC
APME
CECA
CECFAF
CED DJIKKE
GAFIF
GFEC
MAFEC
MFSEEC
PRODEVE
PROCAPEC

Agence pour le Microcrédit
Association pour la Promotion de la Micro entreprise
Caisse d'épargne et crédit des artisans
Caisse d'Épargne et de Crédit pour le Financement des Activités des Femmes
Caisse d'épargne et de Crédit Djikké
Groupe d'Entre aide pour les Femmes Initiatives Féminines
Groupement Féminin d'épargne et de Crédit
Mutuelle des Associations Féminines d'Épargne et de Crédit
Mutuelle Féminine de Solidarité d'entraide d'épargne et de Crédit
Programme pour le Développement de l'Entreprise
Agence de promotion des caisses populaires d'épargne et de crédit

RWANDA (6)

COOPEC INKINGI
COOPEDU
WIF
RIM
COOPEC INTAMBWE
CFE SA AGASEKE

Coopérative d'épargne et crédit INKINGI
Duterimbere sa
Women Investment Fund
Réseau Interdiocésain de Microfinance-Nkunganire
Coopérative d'épargne et crédit INTAMBWE
Centre Financier aux Entrepreneurs

SENEGAL (44)

MEC FADEC
MEC APROFES
MECADRT
MEC NAFA
MFK
UNACOIS
MECPROTES
GEC PKUMEL
MEC AFER
MEC PROPEM
MEC FAM
MEC NUS
MEC PRO THIES
MEC OUKAM
MEC HANN
MEC XEWEL SYSTEME
MECATH
UMECU DEFS
ACEP
CECAS ST LOUIS
UTL
FDEA
ACRA
CECAP
REMECU
MEC COCOGES
FEPRODES
MEC GRAND YOFF
RESEAU INTERCREC
UM PAMECAS
CMS

Union Takku Liggeey

PROFEMU
MEC SEDHIOU
UMECU KOLDA
FENAGIE PECHE
RECEC
IMCEC CCF
IMCEC THIES
MECZOP
MECAPP
MEC ANAMBE
CREC KOUBALAN
MECBAS
UGAPS

TOGO (24)

CEC MOKPOKPO
AMUPEC
ASJD
CAMPETT
MED TOGO
MUTUELLE ADSEDZI
ODJOUGBO NOKOSSAN
CECA
WAGES
MUTO
TIMPAC
CAVEC ESPOIR
CEC APGA
FECECAV
MICROFUND
U CMECS
URLEC
MGPCC
UMECTO
FUCEC
ASDEB
MUTUELLE DOC
CECA MOPIB
JARC SIFA